

Les Catalans prévoient d'aller voter massivement

Election sous haute pression

Dix-huit candidats

indépendantistes aux élections de jeudi en Catalogne sont poursuivis par la justice pour leurs desseins séparatistes.

Ces poursuites pourraient entraîner des condamnations dépassant les quinze ans de prison.

Trois candidats sont actuellement incarcérés.

■ C'est le jour J pour les législatives catalanes

■ La mobilisation des électeurs s'annonce très forte.

■ Le camp indépendantiste et celui des nationalistes sont au coude-à-coude

Reportage Lætitia Dive
Envoyée spéciale à Barcelone

Présidente! Présidente!" En ce mardi soir, plusieurs centaines de Barcelonais acclament Inès Arrimadas pour son dernier meeting dans le quartier de Nou Barris. Comme ses concurrents, la candidate de Ciudadanos donnée favorite dans les sondages avec plus de 23% des voix se doit de clôturer sa campagne deux jours avant la date du scrutin. Affublé d'une écharpe orange, la couleur du parti, Fortunato explique pourquoi il lui donnera sa voix: "Je suis né aux Philippines et j'ai mis très longtemps à obtenir la nationalité espagnole. Aujourd'hui, les indépendantistes veulent me l'enlever à nouveau. Je ne l'accepte pas donc je vote Ciudadanos."

La volonté d'"en finir"

Un peu plus loin, Raul surplombe la foule et écoute avec attention le discours de celle qui s'est imposée comme étant la meilleure solution face au séparatisme: "Que ce soit Inès Arrimadas ou quelqu'un d'autre, ça m'est égal [...] Ce dont on a besoin, c'est de quelqu'un qui travaille pour le bien de tous et pas seulement de certains, comme cela a été fait pendant des années." Mais le quadragénaire espère surtout une chose: "qu'on en finisse avec ce sujet et qu'on passe à autre chose".

Ce ras-le-bol, il le partage avec de nombreux Bar-

celonais, quelles que soient leurs idées politiques. A la veille des élections, Javier se promène à proximité de la Sagrada Família. "Je suis en vacances, j'essaie d'en profiter, même si les élections occupent mes pensées." Lui votera pour le PCS la fraction catalane du Parti socialiste, opposée à l'indépendance – mais sans grande conviction: "Ils n'ont rien fait pour me convaincre; j'ai juste l'impression qu'ils sont plus conciliants." Ce qu'il espère surtout, c'est que "ce cauchemar se termine": "Même si c'est pendant la période de Noël, il faut que les gens aillent voter pour que tout cela s'arrête une bonne fois pour toutes."

Une mobilisation sans précédent

Ses vœux pourraient être exaucés: dans les rues de la capitale catalane, la grande majorité des passants affirment qu'ils se rendront aux urnes. D'ailleurs, les travailleurs du public et du privé disposeront tous d'un moment de deux à quatre heures pour pouvoir se rendre à leurs bureaux de vote ce jeudi. "J'exerce une profession libérale donc je n'ai pas droit à cela", raconte Lydia qui donnera sa voix à Esquerra, la gauche indépendantiste. "Mais au lieu de déjeuner, j'irai voter. C'est trop important, il s'agit de notre futur." Cette Barcelonaise en est convaincue: "Tout le monde va y aller, vous allez voir, il y aura 100% de participation!"

S'il y a peu de chance que la participation atteigne un tel niveau, les dernières estimations indiquent que les Catalans vont largement

Les travailleurs
du public
et du privé
disposeront
tous
d'un moment
pour voter.

se mobiliser: l'abstention devrait être inférieure à 20%, fait rarissime pour une élection régionale. Dans une petite ruelle du centre-ville, Luis rentre chez lui, préoccupé après avoir acheté l'édition du jour de "La Vanguardia". "On dit qu'il y a quand même encore des indécis et j'ai peur qu'ils finissent par voter pour Ciudadanos", confie le retraité qui soutient Esquerra. "Moi, je ne veux pas juste en finir; le résultat m'importe. Ce que je veux, c'est le retour à la normalité et ici, la normalité c'est l'indépendantisme."

Aucune victoire déterminante en vue

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Les Catalans élisent aujourd'hui leurs députés pour la 12^e législature depuis la restauration des élections libres en Espagne (1977). Mais la campagne électorale qui vient de se terminer a sûrement été la plus atypique et la plus sombre : quelques candidats restent incarcérés; l'ex-président Carles Puigdemont a fait campagne "exilé" depuis son refuge belge; et il n'y a pas eu une réduction trop évidente de la polarisation qui s'éternise dans la société.

Pourtant, l'application de l'article 155 qui a servi au Premier ministre Mariano Rajoy (conservateur) de limiter l'autonomie de la Catalogne n'a pas provoqué trop d'accrochages dans la pratique quotidienne des administrations. La machine a continué à rouler raisonnablement sous la houlette des hauts fonctionnaires – pas trop nombreux – envoyés par Madrid.

Les dernières enquêtes publiées par les médias placent la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) d'Oriol Junqueras (en prison) comme principale force du camp indépendantiste presque à égalité avec Ciudadanos (C's, libéraux), principal parti anti-indépendantiste. Chacun de ces deux partis obtiendrait environ un quart (24 ou 25%) des voix.

Un clivage que l'on retrouve de manière générale entre les deux camps: 43,8% pour l'ensemble des partis souverainistes contre 44,9% les partis constitutionnalistes (selon le sondage publié par "El País" le 15 décembre).

Troisième force probable (14,3%), le Parti des socialistes de Catalogne. Le PSC défend la Constitution mais son chef Miquel Iceta refuse de promettre sa collaboration à Ines Arrimadas (C's) si finalement elle arrive en tête. Dans ses meetings, Iceta a prôné "la réconciliation", contre tous ceux qui n'ont eu que des discours pleins d'idées fortes et de propositions impératives. Dans cette ambiance, la reconstruction des ponts détruits – pour négocier un futur gouvernement – semble se compliquer à la

veille du vote.

Dans un terrain aussi intermédiaire se situe Catalunya en Comu-Podem (CeC-Podem, version catalane de Podemos, gauche alternative), le parti d'Ada Colau, bourgmestre de Barcelone. CeC-Podem aurait 9,3% (même en quête). Les indépendantistes de la CUP (extrême gauche ou indépendantistes ultraradicaux, selon d'autres) n'espéreraient que 6,4%. De toute façon, la CUP menace de ne pas siéger au parlement catalan si ces élections "illégitimes" ne débouchent pas sur une continuité de la voie vers l'indépendance.

Le principal perdant de l'ouragan politique qui a parcouru la Catalogne est le Parti populaire (PP, droite) qui paie les frais de la stratégie de Rajoy: 5,4% d'intentions de vote.

Consolation pour Rajoy

Les pourcentages que le PP perd en Catalogne semblent rebondir en sa faveur dans les autres régions. L'attitude du PP en Catalogne semble séduire les autres régions.

Dans le camp souverainiste, l'apparition de clivages entre ERC (Junqueras) et JxC (Puigdemont) est apparue au grand jour. "Je suis ici en prison parce que je ne me cache pas", a écrit Junqueras de sa cellule. Pour beaucoup, c'était une manière de considérer Puigdemont comme "un lâche" qui persiste à se revendiquer "président légitime" de loin, en Belgique.

En plus de ces divisions, il faut rappeler qu'une partie des Catalans originaires d'autres régions s'abstenaient traditionnellement lors des scrutins précédents pour le parlement de Barcelone. Mais cette fois, les politologues avancent un record de participation. Cela favoriserait ceux qui s'opposent à toute proposition d'indépendance, particulièrement Ines Arrimadas (Ciudadanos)... sans sembler lui donner pour autant le nombre suffisant de députés pour déboulonner le camp indépendantiste. Ainsi donc, le blocage est en principe assuré. Puisque l'autre vainqueur probable (Junqueras, ERC) reste incarcéré et il ne pourrait pas non plus déclarer sa victoire de manière déterminante.

Ainsi donc,
le blocage est
en principe
assuré en
Catalogne.

Le coup de billard à deux bandes de Rajoy

Selon le Premier ministre, Mariano Rajoy, les élections du 21 décembre "ont déjà cassé le séparatisme". Ce sont des mots que Rajoy a prononcés en Catalogne pendant le dernier meeting de campagne en faveur de Xavier Garcia Albiol, candidat de son parti, auquel les sondages n'annoncent qu'un très maigre résultat.

Jusqu'à la confirmation de cette défaite du camp indépendantiste, Rajoy maintiendra l'application de l'article 155 et l'encadrement de l'autonomie catalane. Il sait qu'au moins dans les prochaines semaines, il pourra continuer de compter au Congrès des députés espagnols de Madrid avec le soutien de Pedro Sánchez (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) et d'Albert Rivera (Ciudadanos, C's, libéraux). Mais les alliances possibles du PSC (parti frère du PSOE en Catalogne) pourraient compliquer la bonne entente du soi-disant front constitutionnaliste (PP, PSOE et C's). Le dirigeant du PSC a lancé toutes sortes de messages "transversaux", qui incluent la possibilité de se mettre à la tête d'une nouvelle Generalitat (gouvernement catalan) où l'ERC de Junqueras, devenue principale force souverainiste, pourrait être associée. Dans cette hypothèse, Rajoy serait obligé – au moins au début – d'assumer le retrait de l'article 155. Toujours si les nouvelles autorités catalanes évitent de sortir du cadre légal. Avec le PSC, cela serait assuré. En même temps, si les menaces se calment un peu, Rajoy pourra aussi être très tenté d'avancer la fin de la législature en Espagne. Il sait bien que toutes ces décisions en Catalogne ont plutôt bénéficié à Ciudadanos (rival du PP dans les fiefs de la droite), mais le calme – même relatif – revenu en territoire catalan, le PP pourrait récupérer dans d'autres régions les votes perdus en Catalogne et faire un peu oublier les affaires qui lui collent aux basques.

P. A., à Madrid